

Dans le camp rwandais de Mahama, l'angoisse des réfugiés du Burundi

Le Monde, 04.07.2017 En deux ans, près de 400 000 Burundais ont fui le régime de Pierre Nkurunziza. A Mahama, hangars et maisons en dur accueillent 53 000 personnes. Au bout d'une piste sablonneuse d'une quinzaine de kilomètres, le camp de Mahama, au sud-est du Rwanda, s'élève à perte de vue. « CrÃ©Ã© il y a un peu plus de deux ans, accueille aujourd'hui plus de 53 000 Burundais », affirme NoÃ©l Uwayezu, directeur adjoint du camp.

Ces rÃ©fugiÃ©s ont fui les menaces, les exactions et les viols perpÃ©trÃ©s par les Imbonerakure (« ceux qui observent de loin », en kirundi, la langue du Burundi). Ces miliciens Ã la solde du rÃ©gime de Pierre Nkurunziza font rÃ©gner la terreur au Burundi depuis avril 2015, date des premiÃ©res manifestations populaires contre la volontÃ© du prÃ©sident de briguer un troisiÃ©me mandat. Dans un nouveau rapport publiÃ© mardi 4 avril, la FÃ©dÃ©ration internationale des ligues des droits de lâ€™homme (FIDH) et ses organisations partenaires dressent un tableau alarmant de la situation dans ce pays frontalier du Rwanda : plus de 1 200 personnes auraient Ã©tÃ© tuÃ©es, entre 400 et 900 auraient Ã©tÃ© victimes de disparitions forcÃ©es plus de 10 000 seraient encore dÃ©tenues arbitrairement. « Toutes les composantes de lâ€™appareil dÃ©tat et de la sociÃ©tÃ© civile sont soumises aux mÃ©canismes dynamiques rÃ©pressives, perpÃ©trÃ©es par un rÃ©gime obsÃ©dÃ© par la conservation du pouvoir Ã tout prix, prÃ©cise le rapport. Nous appelons la communautÃ© internationale Ã prendre la mesure de la gravitÃ© de la situation et appelons notamment la Cour pÃ©nale internationale Ã ouvrir, dans les plus brefs dÃ©lais, une enquÃªte sur les crimes commis dans ce pays afin d'identifier et poursuivre leurs principaux auteurs. » La moitiÃ© des rÃ©fugiÃ©s sont des enfants. PrÃ©s de 400 000 personnes ont fui le Burundi pour se rÃ©fugier dans les pays voisins. Au Rwanda, ils sont encore prÃ©s d'une dizaine Ã arriver chaque jour et Ã tenter de contourner Ã leurs risques et pÃ©rils les barrages dressÃ©s sur les routes et aux frontiÃ©res par les miliciens. « Aujourd'hui, nous attendons un convoi qui doit amener du camp de transit de Gashora [au sud du Rwanda] 344 personnes, explique NoÃ©l Uwayezu, dont le camp est gÃ©rÃ© par le ministÃ©re rwandais chargÃ© des catastrophes et des rÃ©fugiÃ©s (Midimar). A la base, Mahama avait une capacitÃ© initiale de 50 000 personnes, mais nous avons trouvÃ© un peu de place supplÃ©mentaire. PrÃ©s de 35 % des rÃ©fugiÃ©s vivent sous des hangars, les autres dans des maisons en ciment qui peuvent accueillir huit personnes. On doit accÃ©lÃ©rer le rythme des constructions. » Dans le camp, qui s'Ã©tend sur 50 hectares Ã environ 180 km de Kigali, quatorze organisations non gouvernementales (HCR, PAM, Save The Children, Oxfam...) gÃ©rent au quotidien la vie des rÃ©fugiÃ©s. Ce qui surprend quand on entre Ã lâ€™intÃ©rieur du domaine, c'est le nombre de nourrissons : prÃ©s de 50 % des rÃ©fugiÃ©s sont des enfants. Sur le plan sanitaire, la situation est bonne, dÃ©clare Estelle*, 25 ans, qui est lâ€™une des premiÃ©res arrivÃ©es en 2015. Il n'y a pas d'Ã©pidÃ©mie, pas de maladie. Le seul problÃ©me concerne le bois de chauffage qu'il faut aller chercher de plus en plus loin Ã lâ€™extÃ©rieur du camp car il se fait rare. « Comme beaucoup ici, Estelle vivait dans un quartier de Bujumbura, considÃ©rÃ© comme un fief de lâ€™opposition : « Je vivais Ã Nyakabiga [connu comme le lieu oÃ¹ a dÃ©butÃ© la contestation contre le troisiÃ©me mandat] au centre de la capitale. Avec mes amis et mes voisins, on voyait que la police et les miliciens emmenaient des gens qu'on ne voyait jamais revenir. Certaines fois, des grenades et des bombes lacrymogÃ©nes Ã©clataient toute la journÃ©e. J'ai eu peur, alors j'ai fui avec mon mari, ma sÅ©ur et mon enfant. Les nouvelles du Burundi sont mauvaises : des voisins m'ont dit que des miliciens occupaient aujourd'hui ma maison. » « J'ai peur de mourir » Dans son rapport, la FIDH explique que la milice Imbonerakure, dont le rÃ©le dans la rÃ©pression s'est considÃ©rablement accru, est devenue le fer de lance du rÃ©gime : « Plusieurs exemples comme des vidÃ©os montrant des dizaines de ses membres entonnant des chants pour appeler au viol des opposantes montrent la radicalisation idÃ©ologique de cette milice. Une loi votÃ©e par lâ€™Assemblée nationale en dÃ©cembre 2016 pourrait confÃ©rer Ã ces hommes le statut de forces de rÃ©serve alors qu'ils sont aujourd'hui responsables de graves violations (meurtres, viols, tortures) relevant du droit international. « J'ai quittÃ© le Burundi en mai 2015, se souvient StÃ©phane*, un rÃ©fugiÃ© Ã gÃ© de 30 ans. Dans lâ€™entreprise oÃ¹ je travaillais, des hommes sont venus me menacer sans aucune raison, en me disant que si je ne militais pas en faveur du prÃ©sident, j'allais mourir. La plupart des manifestants que je connaissais ont Ã©tÃ© tuÃ©s. Moi, j'ai voulu pas prendre parti, alors j'ai prÃ©fÃ©rÃ© fuir. » Ces derniers mois, des rumeurs ont circulÃ©, faisant croire que des rÃ©fugiÃ©s du camp, opposants au prÃ©sident Nkurunziza, se prÃ©pareraient militairement Ã le renverser. « Personne ne s'est entraÃ©nÃ© ici, s'insurge NoÃ©l Uwayezu. Vous pouvez interroger qui vous voulez ! Ici, les activitÃ©s militaires et politiques sont totalement interdites. » « C'est complÃ©tement faux, rÃ©pond Philippe*, un rÃ©fugiÃ© de 27 ans. Qui vous a dit cela ? MÃame si on le voulait, Ãa serait impossible. Et pourtant, je n'ai qu'un seul rÃ©ve : que la paix revienne dans mon pays pour que je puisse rentrer chez moi. » Estelle intervient : « Il y a des miliciens Imbonerakure qui s'infiltrent au Rwanda avec des rÃ©fugiÃ©s et qui repartent au Burundi en affirmant qu'ils ont suivi un entraÃ©nement militaire, raconte-t-elle. Beaucoup de gens en ont vu et moi-mÃame j'ai reconnu un milicien dans le camp il y a deux mois. Mais le temps qu'il m'arrÃªte, il avait disparu. » * Tous les prÃ©noms des rÃ©fugiÃ©s ont Ã©tÃ© modifiÃ©s.